



Salariés du privé, du public, jeunes, retraités et privés d'emplois, la CGT vous informe et appelle à l'action par la grève et la manifestation le 12 septembre 2017

Les choix politiques du Président Macron, de son 1^{er} ministre et du gouvernement sont porteurs de lourds reculs sociaux et sociétaux. L'ultime concertation avec les organisations syndicales confirme bien l'analyse de la CGT: Pour le gouvernement, il ne s'agit pas de développer l'emploi, la qualité du travail, les droits des salariés mais, bien au contraire, de répondre aux exigences financières des grandes entreprises et du Medef. Ce projet est tout aussi régressif pour l'économie et ne permettra aucune création d'emplois. C'est notre modèle social qui est attaqué!

DROIT DU TRAVAIL ET GARANTIES COLLECTIVES

◆ Remise en cause du contrat de travail :

Un salarié sera contraint à accepter tout changement de lieu de travail, de temps de travail, de rémunération sous peine de licenciement.

◆ **Précarité accentuée** avec la remise en cause du CDI, la généralisation des contrats de chantier à tous les métiers, la création du CDD sans limite de durée et la simplification des règles de licenciements.

◆ **Remise en cause de la hiérarchie des normes** en privilégiant l'accord d'entreprise sur l'accord de branche, la convention collective, le code du travail. C'est accentuer la concurrence entre salariés, afin de baisser toujours plus l'ensemble des garanties collectives.

◆ **Santé et sécurité** : Le gouvernement veut renvoyer dans les lieux de travail, la responsabilité de définir les règles d'information et de protection des salariés. Le gouvernement met ainsi en danger des millions de salariés du public comme du privé.

◆ **Salaires** : fixés par les accords d'entreprise et non par les accords de branche, ils pourraient être revus à la baisse entreprise par entreprise. Avec l'autonomie des universités, des hôpitaux... Cette déclinaison est également possible dans le secteur public. C'est une brèche ouverte à la casse du Statut.

◆ **Plafonnement des indemnités prud'homales**, il s'agit de limiter le montant des dommages et intérêts versés aux salariés par l'employeur ; en cas de licenciement abusif, la condamnation ne sera plus liée au préjudice.

◆ **Referendum dans les entreprises** à l'initiative de l'employeur: le chantage, les salariés voteront sous la pression des directions, déclinaison possible dans le public

◆ **Fusion des instances représentatives du personnel** : suppression des CHSCT, des délégués du personnel et des délégués syndicaux, c'est réduire le pouvoir d'intervention des représentants du personnel

SECURITE SOCIALE/SANTE

◆ **Etablissement d'un nouveau plan d'économie** de 15 milliards d'Euros dans les secteurs Santé/Sécurité Sociale qui va se traduire par de nombreuses suppressions d'emplois et une nouvelle aggravation des conditions d'accès aux soins.

◆ **Réforme du système de retraite** par répartition, en s'attaquant au principe de Solidarité Intergénérationnelle, au profit d'un système individualisé entraînant la marchandisation de la Sécurité Sociale et la baisse des pensions.

◆ **Suppression des régimes étudiants et travailleurs indépendants** : quelles conséquences pour les emplois, les prestations et les cotisations ?

◆ **Attaque de l'ensemble de la Sécurité Sociale** (famille, maladie...) avec la suppression des cotisations sociales et l'augmentation de la CSG pour les retraités et les actifs et qui entrainera encore des baisses de prestations.

La suppression des cotisations et le transfert vers l'impôt (CSG) changent profondément la nature de la Sécurité Sociale :

Notre salaire se décompose entre :

⇒ Salaire direct «net » couvrant nos besoins individuels

⇒ Salaire socialisé «brut » couvrant nos besoins collectifs (santé, vieillesse, famille, maternité, invalidité, handicap logement, chômage...)

**En supprimant les cotisations sociales,
le gouvernement n'augmente pas notre
salaire ; il le baisse !**

**LE MARDI 12 SEPTEMBRE,
JE PROPOSE, J'AGIS
POUR LE PROGRÈS SOCIAL**

SERVICES PUBLICS

nouveau plan d'économie de 60 milliards d'euros:

- ♦ Suppression de 120 000 postes de fonctionnaires ; 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés dans la Fonction Publique de l'Etat et 1 sur 3 dans la Fonction Publique Hospitalière et Territoriale.
- ♦ Gel de la valeur du point d'indice
- ♦ Mise en place du jour de carence
- ♦ Freins au déroulement de carrière
- ♦ La suppression des contrats aidés dans le public comme dans le privé sera lourde de conséquences, la CGT demande le remplacement de ces contrats par des créations de postes dans les services.

Les mesures d'économie drastiques seront imposées aux collectivités, aux territoires et créeront encore de nouvelles disparités et inégalités: d'accès aux soins, comme à l'ensemble des services publics.



Abaisser les droits des salariés n'a jamais permis de créer de l'emploi ni favorisé la reprise de l'économie ! Ce qui l'affecte, ce sont les somptueux cadeaux aux entreprises sous forme d'exonérations de cotisations à l'image du CICE ou pacte de responsabilité. Ce sont les gigantesques dividendes versés aux actionnaires au détriment de l'investissement, de la recherche et de l'innovation. C'est un vaste plan de rigueur et de super austérité que nous prépare le président Macron, c'est tout notre édifice social qu'il entend ainsi faire voler en éclats.

Dans ce contexte et devant la gravité de la situation, la Cgt a décidé de multiplier les initiatives et actions dans les entreprises et d'appeler à une grande journée nationale interprofessionnelle de grève et de manifestations le 12 septembre prochain. Dans l'unité et le rassemblement le plus large, bâtissons ensemble un mouvement capable de barrer la route à ce rouleau dévastateur et revendiquer de véritables mesures de progrès social, exigeons:



- L'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux, le SMIC à 1 800 €,
- Le passage à 32 h avec maintien de salaire, pour travailler toutes et tous
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- la retraite à 60 ans à taux plein et la reconnaissance de la pénibilité,
- une politique industrielle créatrice d'emplois, répondant aux besoins de la population,
- une Protection Sociale solidaire de haut niveau,
- le maintien et le développement des Services Publics au plus près des usagers,
- la fin des exonérations de cotisations sociales, de la fraude et de l'évasion fiscale,
- l'abrogation de toutes les lois régressives: Loi Travail, Macron, Rebsamen, Santé,...pour de véritables réformes de progrès social.

Pour en finir avec ces politiques au service de la seule finance, pour la défense et la conquête de droits nouveaux, pour le progrès social :

MARDI 12 SEPTEMBRE 2017
JOURNÉE DE GREVE ET DE MANIFESTATIONS :
ST ETIENNE : RDV 10H30 BOURSE DU TRAVAIL
MANIFESTATION JUSQU'À LA PRÉFECTURE
ROANNE: RDV 10H SUR LE PONT DES PROMENADES